

Stagnation économique totalement inédite depuis l'après-guerre, la France aspirée dans le désastre et la folie européistes



Ce 8 octobre 2012, la Banque de France vient de confirmer qu'elle estime que le PIB de la France devrait reculer de -0,1% au 3ème trimestre. Et cela, après trois trimestres consécutifs de stagnation de l'activité économique du pays.

Ces estimations sont à peu près comparables aux dernières prévisions de l'Insee, publiées le 4 octobre, qui portent à cinq le nombre de trimestres consécutifs de croissance zéro.

Comme l'avoue l'INSEE, repris par l'AFP, c'est une situation

« totalement inédite depuis l'après-guerre. »

L'INSEE, organisme public, fait semblant de croire que la France connaîtrait une croissance microscopique de +0,2% sur l'année 2012, d'ailleurs en baisse par rapport à l'infime +0,4% de ses précédentes prévisions publiées fin juin. Mais, outre que cette "croissance" de +0,2% est déjà inférieure au taux de 0,3% escompté par le gouvernement pour ramener le déficit public de la France à 4,5% du produit intérieur brut (PIB) à la fin de l'année, il a toutes chances d'être revu à la baisse.

De toute façon, ces chiffres sentent la manipulation statistique à plein nez et ne veulent plus rien dire. Les statisticiens savent parfaitement qu'ils peuvent afficher à leur gré des prévisions de +0,2% ou -0,2%, en faisant simplement varier quelques hypothèses puisque l'on est dans le domaine de la prévision. Du reste, les taux de croissance définitifs ne sont connus que plusieurs semestres après la fin des exercices comptables.

Les chiffres qui nous sont annoncés doivent être examinés avec recul. Ils témoignent seulement de la volonté des autorités publiques de ne pas dire que la France est en récession, car une "récession" est techniquement déclarée lorsqu'une économie affiche un taux de croissance négatif pendant 2 trimestres. Voilà à quoi en sont réduits nos autorités : maquiller le thermomètre !

Mais qui cela dupe-t-il vraiment ? La seule réalité économique véritable, c'est que, comme le dit l'INSEE, la France connaît une situation économique tellement calamiteuse qu'elle est « totalement inédite depuis l'après-guerre. »

Et ce n'est qu'un début.

Car, compte tenu de l'ampleur des mesures récessives décidées par le pseudo-gouvernement français - tenu en laisse par les oukases euro-atlantistes pour « sauver l'euro » -, et compte tenu de ce que des mesures récessives encore plus sévères sont prises, au même moment, à une échelle inouïe par tous les partenaires économiques de la zone euro qui nous entourent, la suite des événements est écrite : notre pays, comme tous ceux qui l'entourent, notamment ceux du sud, est en train d'être aspirée dans un désastre économique et social sans aucun précédent.

À ce stade d'imbécillité, on ne plus parler d'erreur économique, mais de folie furieuse.

Non seulement, bien sûr, l'euro ne sera pas sauvé, et non seulement l'endettement public ne sera pas jugulé, mais c'est au bout du chemin un effondrement général, un appauvrissement accéléré des populations, et une série de conflagrations sociales de plus en plus violentes dans tous les pays pris au piège.

C'est d'ailleurs ce que j'ai dit à Daniel Cohen, économiste proche du PS, et à Nicolas Baverez, essayiste mondain proche de l'UMP, [lors de l'émission "Ce Soir ou Jamais" de Frédéric Taddeï mardi dernier](#). Comme ont pu le noter les téléspectateurs, l'un et l'autre ont fait des réponses filandreuses et alambiquées, mais aucun n'a su comment me contredire.

L'urgence à mettre en œuvre [le programme de redressement et de libération nationale](#) de l'UPR devient chaque semaine un peu plus aveuglante.

François ASSELINEAU